



**Commune de Prangins**  
**Municipalité**

Préavis No 39/13  
au Conseil Communal

**Règlement sur la gestion des déchets et introduction du  
principe de causalité pour la taxation des déchets**

**Monsieur Cyrille Perret, Municipal**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité, dans le cadre de la mise en application de la législation en vigueur, sollicite l'accord de votre Conseil pour instaurer sur le territoire communal un système causal de taxation servant au financement du traitement des déchets.

Dans le but de contrôler les coûts et de restreindre le "tourisme des déchets", ce concept est mis en application au niveau régional.

## 1. Préambule

Le principe de causalité pour le financement de l'élimination des déchets urbains a été introduit le 1<sup>er</sup> novembre 1997 dans la Loi Fédérale de Protection de l'Environnement<sup>1</sup> (LPE). De nombreux cantons ont depuis légiféré en la matière et avalisé des lois et des règlements cantonaux. Le dernier en date est celui de Neuchâtel. Au niveau helvétique, plus de 80% de la population paie des taxes selon le principe de causalité. Le canton de Vaud, à l'instar de celui du Valais et de celui de Genève, ne possède pas de législation cantonale en la matière.

A la suite d'un recours au Tribunal Fédéral (ci-après : TF) et d'un jugement du mois de juillet 2011 et dans le but de mettre en application la législation fédérale, de nombreuses communes vaudoises, sous la houlette d'entités régionales, ont décidé de s'unir afin d'instaurer un concept harmonisé régional répondant au slogan :

**1 sac - 1 couleur - 1 prix - 1 région**

Si le concept résout la partie technique et administrative, il appartient aux autorités législatives et exécutives des communes d'en définir les modalités d'application dans leur règlement sur la gestion des déchets.

## 2. Législations fédérale et cantonale

Le cadre légal en matière de gestion des déchets est basé sur les divers éléments fédéraux et cantonaux ci-après.

### 2.1. Loi Fédérale sur la Protection de l'Environnement du 7 octobre 1983 (LPE)

#### Article 2 Principe de causalité

<sup>1</sup>Celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par la présente loi en supporte les frais.

#### Article 30 Principes

<sup>1</sup>La production de déchets doit être limitée dans la mesure du possible.

<sup>2</sup>Les déchets doivent être valorisés dans la mesure du possible.

<sup>3</sup>Les déchets doivent être éliminés d'une manière respectueuse de l'environnement et, pour autant que ce soit possible et approprié, sur le territoire national.

---

<sup>1</sup> RS 814.01

## **Article 32 Principe**

<sup>1</sup>Le détenteur des déchets assume le coût de leur élimination; font exception les déchets pour lesquels le Conseil fédéral prévoit des dispositions particulières.

## **Article 32a Financement de l'élimination des déchets urbains**

<sup>1</sup>Les cantons veillent à ce que les coûts de l'élimination des déchets urbains, pour autant que celle-ci leur soit confiée, soient mis, par l'intermédiaire d'émoluments ou d'autres taxes, à la charge de ceux qui sont à l'origine de ces déchets. Le montant des taxes est fixé en particulier en fonction:

- a. du type et de la quantité de déchets remis;
- b. des coûts de construction, d'exploitation et d'entretien des installations d'élimination des déchets;
- c. des amortissements nécessaires pour maintenir la valeur du capital de ces installations;
- d. des intérêts;
- e. des investissements prévus pour l'entretien, l'assainissement et le remplacement de ces installations, pour leur adaptation à des exigences légales ou pour des améliorations relatives à leur exploitation.
- f. Si l'instauration de taxes couvrant les coûts et conformes au principe de causalité devait compromettre l'élimination des déchets urbains, selon les principes de la protection de l'environnement, d'autres modes de financement peuvent être introduits.

<sup>2</sup>Les détenteurs d'installations d'élimination des déchets constituent les provisions nécessaires.

<sup>3</sup>Les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes sont accessibles au public.

## **2.2. Loi cantonale sur la gestion des déchets du 5 septembre 2006<sup>2</sup> (LGD)**

### **Article 11 Règlements communaux**

<sup>1</sup>Les communes adoptent un règlement sur la gestion des déchets, soumis à l'approbation du chef du département concerné.

### **Article 12 Devoir de collaborer**

<sup>1</sup>Les communes et les exploitants des installations ont l'obligation de collaborer pour assurer une gestion des déchets qui soit respectueuse de l'environnement, favorise les économies et la production d'énergie et permette la récupération des matières premières. En cas de litige ou à défaut d'entente, le département tranche.

<sup>2</sup>Les communes coordonnent leurs règles d'application et leurs activités liées à l'exécution de la loi, notamment dans le cadre des périmètres de gestion.

### **Article 14 Tâches des communes**

<sup>1</sup>Les communes gèrent conformément au plan les déchets urbains, les déchets de la voirie communale et les boues d'épuration.

<sup>2</sup>Elles organisent la collecte séparée des déchets recyclables, en créant des centres de ramassage de ces matériaux ou par toute autre disposition adéquate.

<sup>3</sup>Elles informent leurs administrés sur l'organisation qu'elles mettent en place.

<sup>4</sup>Elles veillent à l'accessibilité du dispositif pour l'ensemble de la population.

### **Article 15 Délégation de tâches**

<sup>1</sup>Les communes peuvent assurer elles-mêmes les tâches définies à l'article 14 ou les confier à des organismes indépendants (corporations ou établissements publics ou privés). Elles peuvent créer de tels organismes, y participer ou leur allouer des subventions.

<sup>2</sup>Elles peuvent confier aux entreprises l'élimination de leurs propres déchets, d'une manière conforme au plan.

---

<sup>2</sup> RSV 814.11

## **Article 30 Principes**

<sup>1</sup>Le coût de l'élimination des déchets est supporté par leur détenteur, conformément au droit fédéral.

### **2.3. Règlement d'application de la loi vaudoise du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets du 20 février 2008 (RLGD)**

#### **Article 6 Organisation communale et règlements communaux**

<sup>1</sup>Les communes veillent à la bonne organisation et à l'entretien de leurs installations d'élimination des déchets (ci-après : installations), et notamment de leurs centres de ramassage (ci-après : déchèteries).

<sup>2</sup>On entend par déchèterie toute installation de collecte sélective des déchets, clôturée et surveillée.

<sup>3</sup>Les communes adoptent un règlement sur la gestion des déchets conforme à l'état de la technique et aux dispositions légales, notamment aux prescriptions de la législation fédérale en matière de financement (application du principe de causalité). Elles le mettent à jour selon les nouvelles données techniques et juridiques.

#### **Article 12 Déchets recyclables et déchets combustibles**

<sup>1</sup>Les communes veillent au tri et à la valorisation du verre, du papier, des métaux et des textiles, ainsi que des autres types de déchets détenus par les ménages dont la valorisation est techniquement possible, économiquement supportable et plus respectueuse de l'environnement que ne le seraient leur élimination et la production de biens nouveaux.

<sup>2</sup>Elles veillent à ce que les déchets urbains combustibles soient incinérés dans des installations appropriées s'il n'est pas possible de les valoriser autrement.

## **3 Concept régional**

### **3.1. Procédures et élaboration du concept régional**

Le Conseil communal de Romanel-sur-Lausanne a adopté le 2 avril 2009 un règlement communal sur la gestion des déchets. Le Département de la sécurité et de l'environnement du canton de Vaud l'a approuvé le 18 juin 2009.

A la suite d'un recours, l'affaire a été portée devant le TF. La Haute Cour a jugé que le système proposé à Romanel-sur-Lausanne (taxe fixe selon le nombre de personnes composant le ménage) ne respectait pas le principe du pollueur-payeur puisqu'il ne tenait pas compte de la quantité individuelle de déchets produits.

A la suite de la publication de cet arrêt du TF, le Conseil d'Etat vaudois s'est prononcé en octobre 2011. Il estime que la loi fédérale permet une application rapide et proportionnée du pollueur-payeur. Il invite donc les communes à poursuivre leurs efforts, afin de mettre en conformité leurs règlements. Le Conseil d'Etat relève aussi que l'arrêt du TF a rappelé la primauté du droit fédéral en la matière, avec nécessité de financer l'élimination des déchets urbains au moyen de taxes. Ce jugement précise, en outre, qu'un régime de taxation au poids ou proportionnel à la quantité de déchets produits est obligatoire.

Un groupe de réflexion au sujet de cette problématique a été constitué au sein de l'organisation Lausanne Région, puis s'est étendu à trois périmètres de gestion des déchets (Gedrel - Valorsa - Sade). Les travaux issus de cette entité, composée de politiques et de techniciens de terrain, ont abouti sur l'élaboration d'un "concept régional harmonisé" présenté à environ 200 communes parties des différents périmètres ainsi qu'aux régions limitrophes (Broye - Riviera - Oron-Lavaux).

## 3.2. Eléments du concept régional

L'analyse a porté sur les éléments suivants :

1. les principes régissant l'établissement d'un mode de financement,
2. la détermination de la solution causale (taxe au sac ou taxe au poids),
3. l'approche globale de la logistique matérielle et financière,
4. la coordination régionale et la mise en application.

### 3.2.1. Principes régissant l'établissement d'un mode de financement

Le cadre légal, relativement étroit, exige explicitement des taxes qui tiennent compte du type et de la quantité de déchets livrés. Il est nécessaire de combiner les taxes liées à la quantité, comme la taxe au sac, avec une taxe de base. En revanche, le financement des coûts d'élimination, fondé uniquement sur des taxes de base, ne tient pas compte du type et de la quantité de déchets. Un tel financement n'est donc pas conforme au principe de causalité tel que prescrit à l'article 32a LPE.

Les principes suivants doivent être respectés lors de l'élaboration d'un mode de financement conforme au principe de causalité.

#### **Principe de causalité**

Le principe de causalité exige que celui qui est à l'origine des déchets assume les coûts de leur élimination. Selon la législation, c'est le détenteur des déchets qui est réputé être à leur origine. Il en découle que chaque génération est tenue de financer l'élimination de ses propres déchets. Par ailleurs, la somme des taxes prélevées ne doit pas être inférieure, à moyen terme, au coût total de l'élimination des déchets.

#### **Principe d'équivalence**

Les contributions perçues en lien avec l'élimination des déchets sont des contributions causales, c'est-à-dire des taxes. Selon le principe d'équivalence, le montant d'une taxe doit être fixé en proportion raisonnable de la valeur de la prestation fournie par la commune en faveur de ceux qui sont soumis à cette taxe. Il est permis, dans une certaine mesure, de recourir à des montants forfaitaires en vue de couvrir les frais administratifs. Le rapport entre le montant de la taxe et la valeur de la prestation doit cependant être conservé. Il n'est pas permis d'utiliser le produit des taxes pour financer d'autres prestations, comme l'entretien des routes ou des canalisations.

#### **Principe de la couverture des frais**

Le principe de la couverture des frais implique que le produit total des taxes ne doit pas dépasser à moyen terme les coûts totaux de l'élimination des déchets urbains. Son objectif est donc de limiter globalement le montant des taxes et de garantir ainsi que seuls des besoins de la collectivité ayant un rapport réel avec l'élimination des déchets urbains seront couverts en recourant au produit des taxes.

#### **Transparence**

Il convient de fournir aux citoyens des informations sur le coût engendré par l'élimination des déchets pour qu'ils soient en mesure de contrôler si le montant des taxes est justifié. La législation prescrit pour cette raison que les bases de calcul servant à fixer le montant des taxes doivent être accessibles aux citoyens.

### 3.2.2. Détermination de la solution causale (taxe au sac ou taxe au poids)

Un groupe de travail inter-périmètres, composé de représentants des instances politiques et techniques, s'est penché sur les solutions possibles de mise en application du principe de causalité.

Seules deux approches sont possibles, soit la taxe au sac soit la taxe au poids.

Comparatif succinct :

<b>Taxe au sac</b>	<b>Taxe au poids</b>
+ Régionalisation	++ Respect accru du principe de causalité
+ Respect du principe de causalité	+ Encouragement accru au tri
+ Encouragement au tri	- Aspect local
+ Pas d'investissements	- Investissements importants
+ Peu d'administration pour la commune	- Maintenance annuelle
+ Peu de contraintes techniques	- Sensible au vandalisme
+ Mise en application facile	- Importante gestion administrative
+ Maintien du système de collecte habituel	- Suppression de la collecte porte-à-porte

Dans un but de simplicité, le groupe de travail propose d'introduire la **taxe au sac** basée sur un concept régional élargi. Ce principe présente également les avantages suivants :

- une diminution des coûts (acquisition des sacs, logistique, gestion administrative, etc.),
- une communication simplifiée (journaux communaux, par voie de presse, site internet, etc.),
- une réponse appropriée au risque de tourisme des déchets. Le phénomène est pratiquement éradiqué si un maximum de communes adhère à ce concept.

### 3.2.3. Approche régionale de la logistique matérielle et financière

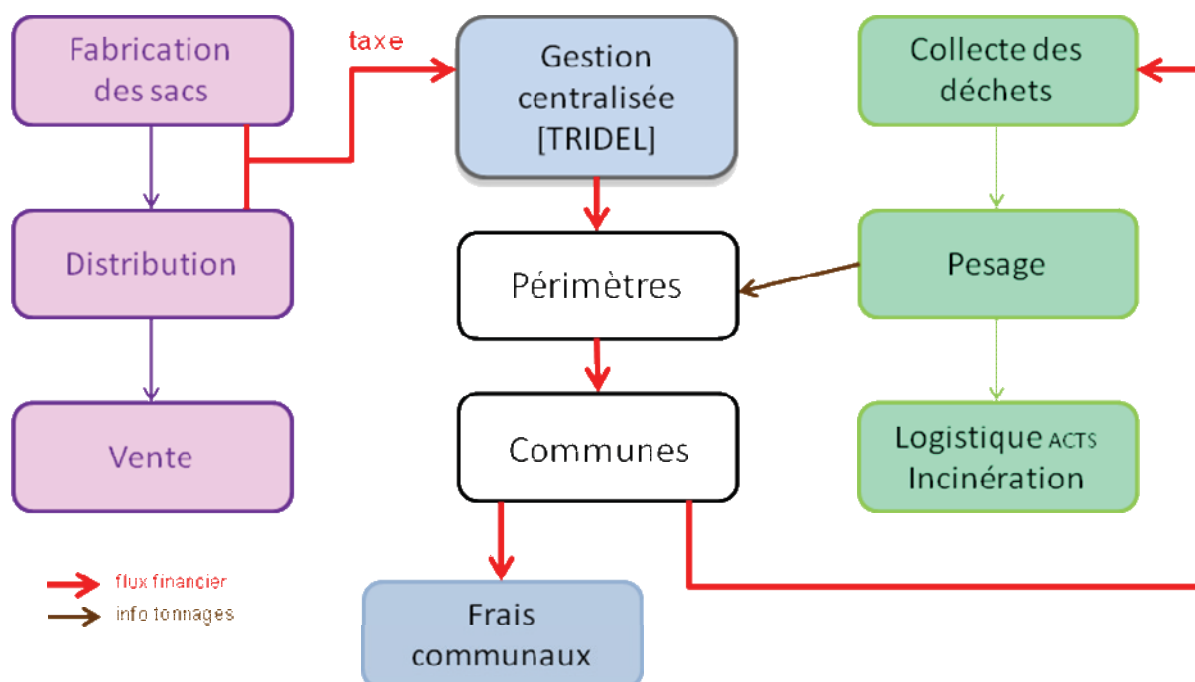
La gestion administrative, la logistique et l'encaissement de la taxe sont des éléments qui peuvent être onéreux si chaque commune introduit son propre système. La régionalisation permet de réduire drastiquement les frais liés à ces éléments. Il a été décidé de collaborer avec un mandataire qui procédera à :

- la fabrication des sacs,
- leur stockage,
- leur commercialisation,
- l'encaissement de la taxe.

tout en assurant un système de qualité élevé accompagné d'une gestion rigoureuse et transparente des flux financiers.

La coordination pour cette phase a été confiée par les périmètres de gestion des déchets à TRIDEL, usine d'incinération vaudoise en main des communes.

Les flux financiers sont basés sur des principes stricts et rigoureux. Le principe général de rétrocession du montant de la taxe sera effectué selon le principe suivant :



### 3.2.4. Coordination régionale et mise en application

Les sacs de la Commune seront déclinés en deux grandeurs conventionnelles, soit :

- 17 litres      1 rouleau = 10 sacs
- 35 litres      1 rouleau = 10 sacs

Identique pour toutes les communes qui participent à la régionalisation, ce sac pourra être acquis dans toutes les grandes surfaces, beaucoup de petits commerces et dans les administrations.

## 4. Quels déchets pour quel financement ?

### 4.1. Déchets urbains

**Les frais de traitement des déchets urbains suivants doivent être couverts intégralement par une taxe à la quantité (taxe au poids ou taxe au sac) et par une taxe forfaitaire.**

On entend par **déchets urbains** les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant par exemple des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces et de l'agriculture.

Sont notamment réputés **déchets urbains** :

- les **ordures ménagères**, qui sont des déchets incinérables mélangés,
- les **objets encombrants**, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions (minimum 60 cm),
- les **déchets valorisables**, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que
  - le verre,
  - le PET,
  - le papier et le carton,

- les déchets compostables (y compris les déchets méthanisables),
- les textiles,
- les métaux (ferraille ménagère, fer blanc, aluminium),
- si collecté séparément :
  - le polystyrène expansé (Sagex).

#### **Les services en rapport avec les déchets urbains :**

- les informations relatives à l'élimination des déchets urbains,
- les frais administratifs en relation directe avec l'élimination des déchets urbains,
- la collecte, le transport et le traitement des déchets incinérables,
- la collecte, le transport et le traitement des déchets valorisables.

#### **Exploitation :**

- les postes de collecte (y compris maintenance - lavage),
- les véhicules collecteurs d'ordures,
- la constitution de réserves pour l'entretien, l'assainissement et le remplacement des installations, pour leur adaptation aux exigences légales ou pour des améliorations de leur exploitation.

## **4.2. Les autres déchets du même compte**

**Les frais de traitement des déchets suivants, qui ne sont pas des déchets urbains, peuvent être couverts par la fiscalité.**

### 4.2.1. Déchets spéciaux

- les résidus de produits chimiques,
- les médicaments périmés,
- les restes de peintures,
- les ampoules et les tubes fluorescents,
- les piles et les batteries,
- les huiles usées des postes de collecte publics.

### 4.2.2. Déchets de voirie

- les déchets de la voirie,
- les déchets des poubelles publiques,
- les déchets dont le détenteur ne peut être identifié ou qui est insolvable,
- les déchets des cimetières,
- les déchets de la collecte dans la nature (bord de champ - forêt - cours d'eau - etc.),
- les déchets "sauvages" sur la chaussée, appelés communément "littering" (roues et pneus, batteries, matériel électrique et électronique, etc.).

### 4.2.3. Services

- les frais administratifs à la charge des communes, sans rapport avec l'élimination des déchets urbains,
- la collecte, le transport et l'élimination des déchets autres qu'urbains,
- le nettoyage des routes,
- le vidage des poubelles publiques.



#### 4.2.4. Exploitation

- la constitution de réserves pour l'agrandissement d'installations,
- la constitution de réserves pour être en mesure de respecter d'éventuelles normes futures.

#### 4.2.5. Refacturation

D'autres déchets sont à éliminer par leur détenteur direct, qui en assure le financement. On peut admettre que de petites quantités provenant des ménages soient prises en charge par la commune. Mais certaines communes refacturent tout ou partie des frais engendrés pour :

**Autres déchets soumis à contrôle"** tels que :

- les appareils électriques et électroniques,
- les composants de véhicules (pneus - batteries - etc.) et les cycles,
- les déchets liés à des activités économiques particulières,
- les déchets de chantier,
- les déchets inertes,
- les chutes de production,

#### **Sous-produits animaux**

- les déchets carnés et les autres sous-produits animaux ou les cadavres d'animaux (qui peuvent être également facturés au détenteur).

#### 4.3. Détritus appartenant à d'autres comptes

Il faut relever qu'un certain nombre de détritus, appelés communément déchets, ne peuvent entrer dans la comptabilité communale au niveau du compte 450, mais doivent être affectés directement à leurs comptes respectifs :

Dénomination	Affectation	Compte
Dégrillage de STEP	Assainissement	460
Boues de STEP	Assainissement	460
Compostables (méthanisables) du domaine public	Parcs et promenades	440
	Domaines et bâtiments	310
Curage des sacs de route	Routes et voirie	430

### 5. Proposition municipale

Après une analyse complète et dans le cadre de l'unification régionale, la Municipalité a procédé à la révision du règlement communal sur la gestion des déchets et a décidé d'introduire la taxe au sac accompagnée d'une taxe forfaitaire à l'habitant dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## 5.1. Argumentation de la Municipalité

- Le concept retenu incite les citoyens à mieux trier les déchets, mais aussi à changer leur comportement dès l'achat en suivant l'adage qui dit "le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit".
- Le système proposé permet de réduire sensiblement le tonnage des déchets incinérables et les coûts qui leur sont liés.
- Les citoyens seront sensibilisés à la gestion des déchets par différentes actions (sur le territoire communal, dans la presse et au niveau régional).
- La taxe incite les citoyens à retourner dans les commerces tous les déchets dont l'acquisition est soumise au paiement d'une taxe anticipée de recyclage (TAR) tels que les piles, les batteries, les néons, les ampoules économiques, les appareils électriques et électroniques, le PET, etc.
- Pour des raisons de simplification et de diminution des coûts administratifs, la taxe forfaitaire sera appliquée "à l'habitant".
- La taxe forfaitaire à l'habitant offrira une "compensation sociale" pour les familles en exonérant les enfants et les adolescents.
- Le concept amènera chacun à participer aux frais engendrés par la gestion des déchets, notamment toutes les entreprises sises sur le territoire communal.
- Par le principe de causalité, chacun aura la responsabilité de ses propres déchets.

## 5.2. Gestion des déchets au niveau de la commune - mesures d'accompagnement

L'introduction du principe de causalité va inciter les citoyens à changer leurs comportements et leurs habitudes. Dans le cadre des mesures d'accompagnement nécessaires, la Municipalité s'engage à :

- mettre sur pied un programme de communication (avec l'appui du périmètre de gestion des déchets) destiné à tous les citoyens et aux entreprises,
- favoriser la formation en milieu scolaire et parascolaire avec l'appui de Coopérative Romande de sensibilisation à la gestion des déchets (COSEDEC)<sup>3</sup>,
- engager les actions nécessaires au bon développement de la déchèterie (accessibilité - infrastructures - services - etc.),
- élaborer de nouveaux concepts de récolte des déchets (écopoints) lors de travaux d'infrastructure ou de la réalisation de nouveaux quartiers,
- contrôler drastiquement les flux de déchets des entreprises sises sur le territoire communal,
- inciter les commerces à récupérer les emballages et déchets à la source en créant des points de collecte à disposition des clients,
- obliger les commerces à récupérer leurs déchets spécifiques (obligation légale de reprendre gratuitement les appareils de la sorte proposée dans l'assortiment, même sans achat - article 4 OREA<sup>4</sup>),
- sensibiliser les gérances et les concierges par une information ciblée et en fonction des sollicitations,
- étudier avec attention les solutions régionales à venir permettant de maîtriser les coûts, voire de les diminuer par des actions concertées,
- contrôler le respect de l'application de la taxe au sac afin de maîtriser les coûts et éviter des opérations illégales et nocives pour l'environnement (tourisme des déchets - incinération individuelle - dépôts dans la nature - évacuation dans les WC - etc.) en apportant des mesures correctives.

---

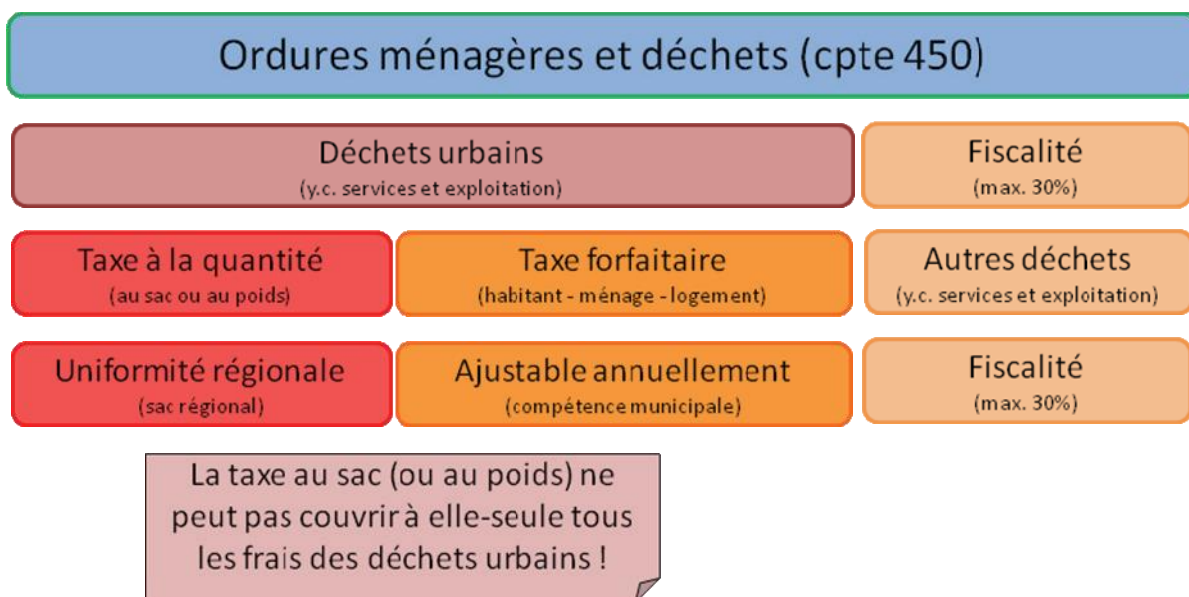
<sup>3</sup> [www.cosedec.ch](http://www.cosedec.ch)

<sup>4</sup> OREA : Ordonnance fédérale sur la restitution et l'élimination des appareils électriques et électroniques du 14 janvier 1998 (RS 814.620)

### 5.3. Incidence de la taxe sur le compte 450

Le compte 450 est un compte affecté. Dès l'introduction de la taxe, celui-ci deviendra un compte de régulation.

En effet, il n'est pas possible de connaître exactement à l'avance le coût de l'élimination des déchets. Des facteurs tels que la TVA, la RPLP (taxe routière pour les poids lourds), les hausses légales, les frais d'incinération, etc. influent directement sur les coûts. Il s'agira donc d'être le plus précis possible et la régulation s'effectuera en ajustant la taxe forfaitaire, le but étant de tendre vers l'équilibre à moyen terme. A cet égard, il faut compter avec une période de "réglage et d'affinage" de deux à trois ans, car dépendante du montant de la rétrocession, du changement de comportement des citoyens et des reports de charges sur d'autres filières.



### 5.4. Calcul de la taxe forfaitaire

Dès 2014, les frais d'élimination des déchets urbains seront assurés par :

**la rétrocession** à recevoir sur la vente des sacs : celle-ci sera collectée au niveau régional par Tridel, puis redistribuée aux périmètres de gestion des déchets. Les communes percevront la rétrocession en fonction du tonnage de déchets collecté sur leur territoire. Ce montant dépendra en particulier du nombre de sacs consommés, c'est-à-dire vendus aux consommateurs, et du poids des sacs.

Le prix de vente des sacs, uniforme dans tous les commerces, a été fixé d'entente entre les périmètres de gestion des déchets et le groupe de travail régional accompagnant le projet.

Ce prix devrait être fixe pour une durée minimale de 5 ans.

17 litres	1 rouleau = 10 sacs	CHF 10.--
35 litres	1 rouleau = 10 sacs	CHF 20.--

Ces montants s'entendent TVA comprise.

La rétrocession au niveau de la commune est basée sur les facteurs suivants :

- le tonnage des déchets urbains collectés,
- la pondération due à l'accroissement du tri et report sur d'autres filières,
- le poids des sacs,
- les frais généraux du concept.

Il faut noter que la taxe au sac ne peut couvrir, à elle seule, l'entier des frais au détriment d'un prix du sac très élevé et pas accepté par le citoyen-consommateur.

**Une taxe forfaitaire** : celle-ci sera adaptée afin de trouver, à moyen terme, l'équilibre du compte 450. La Municipalité a opté pour une taxe à l'habitant. Efficace et simple au niveau de la gestion, elle permet une répartition homogène des frais résultant de la mise à disposition des infrastructures et de la logistique inhérente aux déchets. Afin de ne pas pénaliser les familles, les enfants jusqu'à 18 ans seront exonérés du paiement de la taxe. Les montants maximums des taxes précisées dans le règlement ont été fixés de façon à tenir compte d'adaptations ultérieures résultantes de changements de la législation en la matière ou de facteurs extérieurs tels que les hausses légales.

La Municipalité est compétente pour le calcul de ces taxes, dans le cadre du respect des montants indiqués. Pour l'année 2014, cette taxe a été fixée à CHF 60.--, TVA non comprise.

### **Allègement de la taxe**

Afin d'aider les personnes défavorisées ou dans le besoin, la Municipalité édictera une directive traitant des possibilités d'allègement de la taxe.

En préambule, il faut rappeler que tout citoyen inscrit au contrôle des habitants (hormis les jeunes exonérés) recevra un bordereau pour le paiement de la taxe forfaitaire. Si la personne récipiendaire ne peut faire face à ses obligations, se trouve à l'assurance invalidité (AI), aux prestations complémentaires (PC) ou au revenu d'insertion (RI), elle pourra prendre contact avec la Municipalité afin de trouver un arrangement.

En cas de naissance, la Municipalité offrira, selon les directives municipales en annexe, des rouleaux de sacs au représentant légal de l'enfant, afin d'adoucir les charges financières dues à l'élimination des couches.

Les adultes devant porter des protections contre l'incontinence pourront également s'adresser au Greffe municipal.

### **Gestion des déchets des entreprises**

Les entreprises sises sur le territoire communal vont devoir s'adapter au nouveau concept. Tout comme les ménages, elles sont assujetties à la taxe forfaitaire.

Les **entreprises** devront conclure un contrat directement avec un prestataire de services (transporteur-recycleur). Celui-ci procèdera à l'enlèvement et au traitement des déchets industriels et facturera la prestation directement à l'entreprise concernée.

## **5.7. Surveillance - contrôle**

La commune a le devoir de procéder au contrôle de ses déchets. A cet effet, en vertu de la législation, un ou plusieurs collaborateurs du personnel communal seront assermentés. Ces personnes pourront constater les éventuels contrevenants, ouvrir les sacs à déchets et rechercher les indices pour déterminer le propriétaire. Ces éléments seront dûment consignés et photographiés.

La Municipalité pourra dès lors sanctionner par une amende les personnes ne respectant pas le nouveau règlement sur la gestion des déchets.

Les périmètres de gestion des déchets organiseront également un contrôle régional de la gestion des déchets.

A titre informatif, au niveau national (cantons ayant introduit la taxe causale), l'élimination inappropriée des déchets se rencontre dans toutes les communes, avec ou sans taxe au sac. Elle ne concerne qu'environ 1 à 2% de l'ensemble des déchets.

### **5.8. Règlement communal sur la gestion des déchets**

Le règlement (cf. annexe) a été revu et adapté au nouveau concept et à la législation en vigueur. Il a été soumis pour examen à la Direction générale de l'environnement, Direction des ressources et du patrimoine naturels, Géologie, sols et déchets.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, il sera soumis à l'approbation de la Cheffe du Département de la Sécurité et de l'Environnement et fera l'objet d'une publication dans la Feuille des avis officiels (FAO).

La Municipalité envisage une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **6. Conclusions**

La Municipalité est persuadée que l'introduction du présent concept sur le territoire communal permettra une meilleure gestion des déchets dans le cadre du respect de l'environnement, de la conformité avec la législation et de la gestion maîtrisée des coûts inhérents à la gestion des déchets. Notre commune participera ainsi également à l'effort collectif régional.

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

## Le Conseil communal de Prangins

- vu le préavis N° 39/13 concernant le Règlement sur la gestion des déchets et l'introduction du principe de causalité pour la taxation des déchets,
- lu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,
- ouï les conclusions de la commission chargée d'étudier cet objet,
- attendu que ce dernier a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

### décide

1. d'adopter le préavis N° 39/13 concernant le Règlement sur la gestion des déchets et l'introduction du principe de causalité pour la taxation des déchets;
2. d'autoriser la Municipalité à mettre en application le concept de la taxe au sac sur le territoire communal dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014;
3. d'accepter le règlement communal sur la gestion des déchets;
4. d'annuler tous les précédents règlements concernant la gestion des déchets et la couverture des frais y relatifs.

Ainsi délibéré en séance de Municipalité du 19 août 2013, pour être soumis au Conseil communal de Prangins.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Le Secrétaire

François Bryand

Daniel Kistler

### Annexes :

- Glossaire
  - Règlement communal sur la gestion des déchets
-

Glossaire :

**LPE** : Loi sur la Protection de l'Environnement

**Valorsa** : périmètre de gestion des déchets. Composé des 101 communes de l'ouest du canton, il comporte environ 180'000 habitants [[www.valorsa.ch](http://www.valorsa.ch)]

**Sadec** : périmètre de gestion des déchets. Composé de 61 communes de La Côte, il comporte environ 101'000 habitants [[www.sadec.ch](http://www.sadec.ch)]

**Gedrel** : périmètre de gestion des déchets. Composé de 11 communes de l'agglomération lausannoise y compris Lausanne, il comporte ~182'000 habitants.

**Tridel**: usine d'incinération cantonale située à Lausanne [[www.tridel.ch](http://www.tridel.ch)]

**SESA** : service des eaux, sols et assainissement, en charge de la gestion cantonale des déchets [[www.dse.vd.ch](http://www.dse.vd.ch)]

Informations locales : [www.vaud-taxeausac.ch](http://www.vaud-taxeausac.ch) ou 0800 804 806 (heures de bureau)